

169

NOTE DU PROFESSEUR GIRAUD

au sujet du problème tchécoslovaque ⁽¹⁾

15 septembre 1938.

Dans la crise présente la pire des éventualités à redouter est un abandon franc ou déguisé de la Tchécoslovaquie qui permettrait à Hitler d'atteindre le but immédiat qu'il poursuit et de pouvoir, en 1939 ou 1940, engager contre la France et l'Angleterre une guerre qu'il aurait des chances sérieuses de gagner.

1. *Le but immédiat* d'Hitler est clair. Il ne s'agit pas le moins du monde d'améliorer la situation des Sudètes, de permettre la cohabitation paisible des Sudètes et des Tchèques, de faire de la Tchécoslovaquie une autre Suisse.

Ce que veut Hitler c'est, d'une part, annexer les Sudètes, d'autre part, démembrer ou vassaliser la Tchécoslovaquie de sorte qu'au lieu d'être un obstacle aux entreprises futures de l'Allemagne, elle soit une aide pour leur réalisation.

Si Hitler se résoud à accepter une solution de conciliation qui respecte l'intégrité territoriale de la Tchécoslovaquie, ce ne pourra être que devant la menace d'une guerre générale qui le ferait reculer et avec l'espoir d'arriver à ses fins plus tard en utilisant au mieux les concessions obtenues.

2. *Les buts prochains* d'Hitler sont non moins clairs. Il s'agit d'abord d'assurer la domination de l'Allemagne à la fois par la crainte et la séduction sur l'Europe centrale et orientale. Ensuite il sera possible de s'attaquer à la France et à l'Angleterre et d'assurer à l'Allemagne la maîtrise de l'Europe.

Le malheur est que les Français, peu informés, peu compréhensifs dans l'ordre des choses non rationnelles, arrivent mal à réaliser la mentalité des pays totalitaires. Timorés, épris de modération, assoiffés de tranquillité et de bien-être, ils ne comprennent pas la mentalité frénétique, les ambitions démesurées et le dynamisme prodigieux des pays totalitaires et surtout de leurs dirigeants. Ils versent dans l'illusion qu'il s'agit d'exagérations verbales, que les succès obtenus doivent produire et la satiété et l'apaisement; ils croient qu'en faisant eux, Français, la part du feu, encore qu'ils n'en sont pas

(1) Cette note, qui porte la signature du professeur Émile Giraud, membre de la Section juridique au secrétariat de la Société des Nations, professeur à la Faculté de droit de Rennes, a été rédigée à l'intention du président Daladier. Elle se trouve d'ailleurs dans le fonds Daladier conservé au ministère des Affaires étrangères et a été publiée par le professeur Giraud dans son ouvrage *La nullité de la politique internationale des grandes démocraties (1919-1939). L'échec de la Société des Nations. La guerre*, Recueil Sirey, 1948, Annexe, p. 267-273.

absolument certains, ils auront de sérieuses chances de conserver ce qu'ils possèdent et d'être épargnés.

Il s'agit d'une erreur colossale, d'autant plus dangereuse que le dictateur allemand, qui est un politique de premier ordre, connaît, lui, la mentalité de ses futures victimes et sait par conséquent sur quelle corde appuyer pour les endormir et les tromper. Cet homme est remarquable à la fois par la fidélité qu'il a montrée à son programme et l'adresse avec laquelle il a trompé tous ses adversaires, intérieurs et extérieurs.

Croire que l'annexion des Allemands des Sudètes fera de l'Allemagne un pays satisfait et marquera la fin de ses entreprises contre le statut territorial européen, est une absurdité.

Il faut maintenant montrer quelle est la force de la France si aujourd'hui elle soutient la Tchécoslovaquie, les avantages considérables qu'Hitler tirerait d'un abandon de notre part et les raisons de redouter un tel abandon.

LA FORCE DE LA POSITION FRANÇAISE

Comme on l'a dit, ce n'est que la menace d'une guerre générale qui peut amener Hitler à renoncer à régler le problème tchécoslovaque selon ses désirs. Il n'est évidemment pas sûr qu'il reculera devant cette menace, même s'il est convaincu qu'elle est réelle. Il peut, en effet, commettre une erreur de jugement, se laisser influencer par des conseillers malavisés et engager une guerre qu'il aurait plus de chances de perdre que de gagner. Cependant, si Hitler reste égal à lui-même, il est *a priori* normal de supposer qu'il en soit ainsi, il ne fera pas la guerre dans des conditions mauvaises ou trop hasardeuses pour lui.

Telles seraient les conditions actuelles : l'Allemagne, appuyée de l'Italie, trouverait en face d'elles les forces unies de la France, de l'Angleterre, de l'U.R.S.S. et de la Tchécoslovaquie, sans mentionner la Roumanie, qui prêterait un certain concours. Cela serait suffisant sans doute pour empêcher le premier effort germano-italien d'être décisif et une guerre qui durerait aurait toute chance d'être fatale aux puissances de l'Axe.

Il faut tenir le plus grand compte de l'attitude des autres pays qui ne participeraient pas immédiatement aux hostilités.

La Hongrie, qui logiquement doit être l'alliée de l'Allemagne, s'abstiendrait à la fois par crainte de miser sur le mauvais cheval et pour des raisons de politique intérieure.

La Pologne serait vraisemblablement neutre au début. Mais, une fois que le conflit serait déclenché, que par conséquent elle n'aurait pas la crainte que la France et l'Angleterre la laissassent tomber après l'avoir mise en avant, la poussée de l'opinion publique aurait les plus grandes chances d'amener la retraite du colonel Beck et l'intervention de la Pologne aux côtés des alliés.

La situation de la Yougoslavie serait plus favorable encore. Ce n'est pas de gaîté de cœur que le gouvernement yougoslave s'est éloigné de la France. Il l'a fait parce que la France, dans la poursuite vaine de l'amitié italienne, a heurté à diverses reprises ses susceptibilités, qu'elle a donné l'impression

de faiblesse et d'abandon vis-à-vis de ses principes et de ses intérêts (réarmement allemand, conflit italo-éthiopien, réoccupation de la Rhénanie). Une fois la France engagée, la Yougoslavie où l'opinion continue à aimer la France, à détester l'Italie et redoute l'Allemagne, se joindrait à nous à la première occasion favorable.

Il en serait de même pour la Turquie et la Grèce, dont les intérêts coïncident avec les nôtres, mais qui sont mal impressionnées par notre faiblesse et la force et les succès allemands.

Il est à noter que le Japon, empêtré en Chine, ne pourrait apporter qu'un concours limité à l'axe Berlin-Rome, que l'Espagne, où la guerre civile se poursuit, ne pourrait fournir une base sûre et surtout durable pour des opérations dirigées contre la France et l'Angleterre.

La force militaire et morale de l'Allemagne et de l'Italie. Cet élément est à considérer.

a. Pour ce qui est des facteurs proprement militaires (armements et effectifs), il existe, dit-on, une certaine avance de l'Allemagne et de l'Italie sur la France et l'Angleterre quoique l'appareil militaire allemand présente encore quelques imperfections.

Cependant, cette supériorité qui, de toute façon, est limitée, ne saurait vraisemblablement assurer aux assaillants le succès rapide qui leur serait nécessaire.

D'autre part, il y a la puissance militaire russe que l'on tend à la légère à minimiser. L'appareil militaire russe peut offrir des faiblesses, de même que son armature politique; il n'empêche qu'il est considérable. Quant à l'armature politique de l'U.R.S.S., il n'y a pas plus de raisons de prévoir son effondrement que [de] celle de l'Italie ou de l'Allemagne. Il y en a même moins, le peuple russe étant plus passif, plus facile à gouverner, plus endurant que l'allemand et l'italien.

b. Il reste un facteur moral très important à considérer, c'est l'état d'esprit des populations allemandes et italiennes.

L'opinion allemande, de l'avis de tous, suit avec anxiété le développement de la situation actuelle. La peur de la guerre est très forte dans de larges couches de la population allemande.

Quant à l'opinion italienne, qui a été très mal impressionnée par la réalisation de l'Anschluss, elle désapprouve dans son for intérieur la politique proallemande du Duce et c'est à contrecœur qu'elle entrerait en guerre aux côtés de l'Allemagne. Ce qui ne signifie pas du tout du reste que Mussolini modifiera sa ligne, ni qu'il ne sera pas obéi.

Il reste que dans ces deux pays, où la vie est de plus en plus difficile et qui endurent des privations, un effondrement moral aurait toutes chances de se produire au premier revers. Cet élément de faiblesse doit être retenu.

CHAPITRE II

CE QUE SERAIENT LES CONSÉQUENCES
D'UN ABANDON DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Les conséquences d'un abandon de la Tchécoslovaquie, qui signifierait l'amputation de celle-ci du territoire des Sudètes, sinon son démembrement, et l'impossibilité pour la France de compter, dans l'avenir, sur ce qui pourrait en subsister pour l'aider à contenir l'Allemagne hitlérienne, doivent être soigneusement notées dans les divers domaines.

1. *Au point de vue moral et psychologique*, l'opinion du monde que les entreprises hitlériennes sont irrésistibles et que toutes les barrières sont appelées à être emportées les unes après les autres s'enracinerait profondément.

a. C'est en Allemagne d'abord que la confiance dans le Führer serait renforcée. Plus que jamais on s'en remettrait à lui. En Italie, ce succès qui serait inscrit à l'actif de l'Axe produirait une vive sensation. C'est sur Berlin irrésistible, invincible qu'on finirait par compter pour obtenir, au détriment de la France, les compensations aux positions cédées à l'Allemagne en Europe centrale et orientale.

b. L'attitude des hésitants, c'est-à-dire de tous ceux qui n'ont pas encore partie liée avec l'Allemagne et que nous pourrions retenir ou ressaisir comme alliés, se fixerait dans le sens proallemand. On ne se range pas du côté des perdants, de ceux dont la vocation est de céder.

La Hongrie qui, comme nous l'avons dit, est retenue dans l'abstention, tant par la crainte d'un échec que par l'opposition d'une partie de son opinion (Église et propriétaires fonciers) précipiterait son évolution vers le national-socialisme et deviendrait une alliée active et enthousiaste de l'Allemagne.

La Pologne et la Yougoslavie seraient de plus en plus convaincues de l'incapacité de résistance des démocraties occidentales et de plus en plus décidées à jouer la carte allemande, celle qui doit gagner.

La Turquie et la Grèce verraient difficilement le moyen de prendre une autre attitude, de telle sorte que les ressources de l'Europe centrale et orientale seraient mises à la disposition de l'Allemagne, à laquelle nos anciens alliés et amis renonceraient à s'opposer.

Quant à l'U.R.S.S., en laquelle l'opinion française dindonnée (*sic*) par les campagnes « idéologiques » qui recouvrent des ambitions nationales, se plaît, dans son ignorance, à voir l'ennemie irréductible de l'Allemagne, rien ne permet de penser que c'est entre elle et l'Allemagne que se produirait le prochain choc. Ce qui caractérise la politique des états totalitaires, c'est en effet leur faculté de retournement rapide et leur réalisme effectif. L'anti-communisme est actuellement pour l'Allemagne un moyen de politique intérieure et surtout de politique extérieure. Il permet en effet de masquer les

véritables buts de la politique allemande, d'obtenir des sympathies actives et des complicités précieuses dans les pays qu'on projette de dépouiller, notamment la France et l'Angleterre, de troubler leur jugement, d'endormir leur vigilance.

Plutôt que de donner suite au projet fantastique d'invasion et de colonisation d'une Ukraine lointaine et assez peuplée, Hitler pourrait s'assurer la neutralité bienveillante de la Russie, et celle-ci naturellement plus sûre de l'avenir et, à tous points de vue, beaucoup moins vulnérable que la France protégée comme elle l'est par son immensité et la masse de sa population, pourrait conclure un accord avec l'Allemagne hitlérienne, en abandonnant à leur sort les deux grands impotents de l'Occident : France et Angleterre.

Sans doute il serait exagéré de représenter une telle évolution de la politique russo-allemande comme une grande probabilité, mais c'est une possibilité dont il faut tenir compte.

2. Au point de vue des concours à utiliser contre la France et l'Angleterre.

Nous avons déjà parlé de la Hongrie et aussi des puissances hésitantes qui, sans aller sans doute jusqu'à prendre les armes contre la France et l'Angleterre, seraient amenées à aider économiquement l'Allemagne en la fournissant de matières premières.

Il reste deux théâtres d'opérations sur lesquels les affaires de l'axe Berlin-Rome peuvent progresser considérablement.

En Espagne, il est plus que possible, presque probable que Franco l'emporte l'an prochain. Sans doute on caresse l'espoir de détacher Franco des pays qui lui auront fourni une aide décisive. S'il ne s'agissait que de reconnaissance à l'égard des sauveurs, la chose serait possible. Mais il est évident que dans le cas d'un conflit européen, la chute d'Hitler et de Mussolini aurait des répercussions rapides en Espagne, et que la dictature franquiste aurait très peu de chance de survivre à un tel événement. C'est prêter à Franco une forte dose d'aveuglement que de croire qu'il ne s'en rendra pas compte. Il faut donc envisager qu'en cas de guerre franco-allemande, il prêtera son territoire comme base d'opérations contre nous.

Le Japon est actuellement empêtré en Chine. Certains en concluent que la résistance chinoise ne sera pas brisée et que la force offensive du Japon sera considérablement diminuée. Hypothèse gratuite et paresseuse. Que l'on se souvienne de ceux qui déclaraient en 1935 que la résistance éthiopienne serait pour l'Italie la plus efficace des sanctions!

3. Au point de vue de la force militaire de l'Allemagne et de l'Italie.

La France et l'Angleterre ont un retard à rattraper sur l'Allemagne et l'Italie. Elles renforceront leurs armements au cours des mois prochains. Sans doute, mais toute la question est de savoir si pendant la même période de temps Berlin et Rome ne feront pas un effort supérieur.

En effet, la puissance des armements est fonction de deux facteurs : d'une part, les ressources économiques, matières premières et développement

industriel, d'autre part, la proportion de ces ressources affectée à la préparation de la guerre.

Sous le rapport des ressources économiques, l'Allemagne verrait sa situation renforcée par l'absorption d'une partie de la Tchécoslovaquie et la vassalisation plus ou moins marquée des pays de l'Europe centrale.

Sous le rapport des conditions de préparation de la guerre, les circonstances qui donnent aujourd'hui à l'Allemagne et à l'Italie un avantage considérable sont appelées à subsister. En effet, le régime de dictature et l'exaltation nationaliste permettent de travailler en temps de paix comme on le ferait en temps de guerre à la production des armements et à l'entraînement des futurs combattants. Il est presque impossible aux gouvernements de France et d'Angleterre de faire un effort correspondant qui supposerait qu'on dépouille les possédants, que l'on prolonge la journée de travail et que l'on paie des salaires faibles, c'est-à-dire qu'on impose à l'ensemble du pays des sacrifices inouïs.

4. *Au point de vue de la volonté de résistance et de la capacité de la France et de l'Angleterre.*

Il y a tout lieu de penser que quand la France serait elle-même directement menacée, elle accepterait la bataille, alors même qu'elle serait en état d'infériorité au point de vue militaire.

Cependant il y a des circonstances qui peuvent diminuer, voire annihiler la capacité de résistance de la France. L'opinion française, en dépit d'un apaisement que l'on est heureux de constater reste profondément divisée, les éléments foncièrement attachés à la démocratie diminuent, l'opinion si indifférente et si ignorante vis-à-vis de l'étranger est cependant à son insu manœuvrée et inspirée de plus en plus par des influences étrangères. Rien ne permet de dire que de graves crises intérieures ne se produiront pas les années prochaines, fournissant aux ennemis de la France une occasion de l'abattre. Mussolini et Hitler ont éprouvé quelques déceptions à cet égard; ils peuvent cependant faire entrer dans leurs prévisions des occasions nouvelles et meilleures, et ils ne sont malheureusement pas sans pouvoir sur les journaux et les partis pour favoriser la naissance de telles occasions.

Nous n'avons pas fait état de la possibilité de désaccords anglo-français. Il y a lieu de penser, en effet, que plus l'Allemagne sera dangereuse, plus le péril les rapprochera. Cependant, on peut toujours craindre, encore que ce ne soit le moins probable des dangers, que les échecs subis provoquent des aigreurs et que l'on s'en attribue mutuellement la responsabilité.

CHAPITRE III

APPRÉHENSIONS

La clef de la situation actuelle est dans les mains de la France. Sans doute il n'appartient pas à la France d'écarter la menace de guerre. Mais elle peut faire que l'initiative de la guerre dans laquelle se lancerait Hitler soit une

erreur tragique pour celui-ci. Pour cela elle doit, tout en conseillant aux Tchèques la conciliation et la modération, maintenir, dans les circonstances présentes, l'intégrité de la Tchécoslovaquie et remplir les devoirs de l'alliance. Si la France reste ferme sur ce point, l'Angleterre ne nous abandonnera pas et l'U.R.S.S. remplira également ses devoirs d'alliée.

Cependant, on peut nourrir les plus graves appréhensions à ce sujet.

Il est patent qu'une fraction notable de la droite, inspirée par ses sympathies plus ou moins avouées à l'égard d'Hitler et de Mussolini, toute pleine de son aversion pour le Front populaire, et peu préoccupée du reste, désire qu'on abandonne la Tchécoslovaquie.

D'un autre côté, il y a toujours à gauche une tradition de pacifisme outrancier.

Il y a surtout une immense ignorance des conditions actuelles de l'Europe dans l'ensemble de l'opinion. L'illusion subsiste qu'on peut arriver à sauver la France en abandonnant le reste de l'Europe à l'Allemagne. Hitler, en affirmant qu'il ne demande rien à la France, en dissipant la crainte que l'on a éprouvée ces jours derniers, sans doute à tort, d'une attaque dirigée contre la France (ce qui serait de sa part une énorme bêtise) peut obtenir de notre faiblesse l'abandon qui lui vaudra un immense triomphe et créera la possibilité d'une agression victorieuse dirigée contre une France et une Angleterre isolées. Des deux côtés de la Manche, on impressionnera des gens bien intentionnés en leur disant qu'on ne peut pas faire la guerre pour s'opposer au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Comme s'il s'agissait de cela! En effet, il est indifférent en soi que les Autrichiens ou les Allemands des Sudètes soient rattachés au Reich. Ce qu'il faut voir, c'est qu'une telle annexion sera et ne peut être qu'une préface, une préface à une guerre qui deviendra inévitable et au bout des horreurs de laquelle la France courra le plus grand risque de connaître la défaite, le démembrement et la vassalisation de ce qui subsistera du territoire national comme état en apparence indépendant.

170

LE GÉNÉRAL FAUCHER, CHEF DE LA MISSION MILITAIRE FRANÇAISE À PRAGUE,
À M. DALADIER, MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE.

D. n° 3102/SE ⁽¹⁾. Secret.

Prague, 15 septembre 1938.

(Reçu : Cabinet E.M.A., 17 septembre.)

Les désordres dont certaines régions à majorité allemande ont été le théâtre immédiatement après le discours d'Hitler, dans la nuit du 12 au 13 septembre et dans la journée du 13 ⁽²⁾ ont déterminé le gouvernement tchécoslovaque :

⁽¹⁾ Extraite des archives de la Guerre.

⁽²⁾ Sur ces désordres, voir ci-dessus les n°s 116 (et note), 131.